LE
PATRIOTISME
NE DOIT PAS
TUER
LA PATRIE

PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATOLICA
DESCARTE

EDITIONS
DE LA SEULE FRANCE

MCMXLVII

L'édition originale de cette plaquette a été tirée sur papier vergé a sept cents exemplaires numérotés de 1 a 700.

Il a été imprimé en outre vingt-cinq exemplaires hors commerce numérotés de A a Z réservés aux Amis des Éditions de La Seule France et vingt exemplaires de presse

Exemplaire N° 679

LE PATRIOTISME
NE DOIT PAS TUER
LA PATRIE

●

Parmi tant de livres qui parurent au lendemain de la Libération du territoire, le Calvaire, *de M. Jean Albert-Sorel* (1), *nous avait échappé.*

A la lecture de cet ouvrage, quelques-uns de nos amis nous alertèrent et crièrent au scandale : pouvait-on, à ce point, se méprendre sur la pensée, sur l'action et sur l'influence de Charles Maurras !

Patriote ardent, combattant de 1939-40, *M. Jean Albert-Sorel a vécu à Paris sous l'occupation.*

*A celui qui n'avait pas été nourri de la pensée de l'*Action Française, *il n'était pas, alors, facile de voir clair. La presse de la zone libre était interdite en zone occupée et les exemplaires de notre journal qui passaient en fraude ne pouvaient, hélas, atteindre tous ceux qu'il eût fallu éclairer. Aveuglé par le malheur de la Patrie, excédé par les exactions de l'ennemi momentanément vainqueur, révolté à la lecture ou à l'audition de sa propagande qui s'exprimait dans notre langue, le Français de bonne race a trop souvent été tenté par les sirènes de Londres.*

Le malheureux, disposé à accueillir tout ce qui lui promettait la délivrance ne savait pas — ne pouvait pas savoir — les efforts opiniâtres du Maréchal, et de ceux qui le suivaient, pour

---

(1) *M. Jean Albert-Sorel est le petit-fils de l'historien de l'*Europe et la Révolution française.

Charles Maurras a écrit dans la France se sauve elle-même *que c'était grâce à la lecture et à la méditation de ce grand livre et notamment à son étude du rythme des guerres de la Convention, qu'il avait pu annoncer notre victoire de la Marne dans l'*Action Française *du 2 septembre* 1914, *au moment même ou le* pays légal *s'enfuyait à Bordeaux.*

Le premier peut-être, et en tout cas mieux que personne, en effet, Albert-Sorel a montré comment les revers et les succès des armées révo-

atténuer les épreuves du Pays, pour rouler l'Allemand, en attendant le moment où l'armée secrètement reconstituée sur le sol de France, pourrait se joindre aux unités que le général Weygand avait réussi à reformer et qui dès 1942 furent engagées dans le combat aux côtés des Alliés.

Ah! certes, la propagande de Londres avait beau jeu, en zone occupée surtout, car cette lutte incessante contre l'occupant, le Maréchal était obligé de la taire s'il voulait la mener.

Et cependant, un peu de réflexion eût montré au Français impatient que l'essentiel *du combat quotidien était de maintenir* l'unité nationale. *De la maintenir contre tout ce qui la menaçait, contre l'Allemand d'abord, certes, mais aussi contre l'Anglais, contre l'Américain, contre le Russe, de la défendre contre les partis que l'Etranger avait intérêt à soudoyer chez nous.*

Il y aurait un livre bien intéressant à écrire où l'on montrerait les deux propagandes adverses faisant converger leurs efforts contre l'unité nationale sans que les Français, emportés par leur désir de voir l'Allemand décamper, y prissent garde.

On conçoit l'irritation de bon nombre de lecteurs de M. Jean Albert-Sorel à le voir adopter trop facilement les thèmes de la propagande gaulliste.

Son livre, néanmoins, tranchait sur tant de publications de la même époque par son ton de mesure et son désir de vérité. Il pouvait séduire des patrioles. Dès lors, il paraissait nécessaire de rappeler les idées de L'Action Française *sur les points soulevés par M. Jean Albert-Sorel et de rétablir les faits dans leur exactitude.*

Un lecteur attentif a bien voulu annoter le Calvaire *et nous a communiqué ses réflexions — nous pourrions dire ses réponses — à des erreurs trop répandues et dont M. Jean Albert-Sorel s'est fait l'écho.*

Nous transcrivons son travail sans y rien changer, en le priant d'agréer nos très vifs remerciements.

---

lutionnaires se sont succédé suivant que les coalisés subissaient ou non des pressions ou des diversions en Pologne; vainqueurs quand les Polonais se tenaient tranquilles, vaincus quand la Pologne bougeait : cette ponction à l'Est décongestionnait l'Ouest et nous ouvrait des moyens de victoire. En 1914, la Russie a joué à peu près le même rôle que la Pologne. Dans la nuit vraiment historique du 1er au 2 septembre, une dépêche de Belgique annonça que de nombreux trains venus de France avaient été vus ramenant des Corps allemands d'ouest en est pour faire face aux Russes. Charles Maurras en conclut immédiatement que notre front allait être soulagé, que la pression ennemie en serait diminuée et que les nôtres y gagneraient de l'air et de la liberté : ce qui arriva.

Page 21 :

« ... Les soi-disant partisans de l'ordre, qu'ils vinssent de l'extrême-droite ou... se rallièrent au nazisme... »

M. Jean Albert-Sorel dit : « *les* ». Donc, tous. Donc, *L'Action Française* avec eux...

Or, *L'Action Française* n'a pas arrêté de publier « le dégoût » que lui inspiraient « *les hitléromanes de droite* » (numéro du 10 mars 1936), ou de renvoyer ces tenants de l'Internationale blanche, ces « *imbéciles et ces serins* » (12 mars 1936) à leur maître Gobineau, « *le Rousseau* gentillâtre ». Et voilà pour nos hitlériens !

Quant au ralliement de *L'Action Française* à Hitler, en voici le compte :

Dans l'hiver 1929-30, pendant que Briand, puis Tardieu, négociaient l'évacuation de Mayence, la violente campagne quotidienne (Mayence ! Mayence !) de Charles Maurras faisait prévoir le réveil allemand qui allait en résulter. En avril 1930, des articles très renseignés adressés de Hollande à Maurice Pujo annoncèrent en sus que ce réveil allemand allait se faire par l'hitlérisme dont le correspondant hollandais détaillait les progrès. Mayence fut évacué le 30 *juin* et les lecteurs de l'*A.F.* furent les seuls Français que ne stupéfia point l'élection de *cent-dix* hitlériens au Reichstag, à la *mi-septembre* suivante. L'*Action Française* devint la vigie antihitlérienne de France. Pendant ce temps, tous les grands patriotes d'aujourd'hui, de Blum à Gay, multipliaient leurs actes de foi dans leur « *Centrum* » ou leur « Sozial-démocratie ». Les appels désespérés de l'*A. F.* durèrent dix ans. Voulez-vous un exemple ? Un éditeur français traduisit la Bible hitlérienne, *Mein Kampf*. Hitler demanda au gouvernement « *français* » de saisir l'édition. Le gouvernement « *français* » le fit. Hitler demanda que toute traduction du livre entier fût interdite. Le gouvernement « *français* » l'interdit. Eh bien l'*A.F.* a été seule, ou presque, à protester contre les raisons mercantiles (traité de commerce de littérature et d'art avec Berlin) qui avaient inspiré cette politique de honte, car c'est ainsi que les Français ignorèrent la menace nazie et ne surent même pas ce qu'on leur chantait le jour où il fallut leur proposer de marcher contre Hitler. Ce n'est pas ainsi que la défense nationale de 1914 avait été préparée : il y avait eu alors une réaction du Moral et du Mental qui enseignait aux Français *pourquoi* et *contre qui* ils auraient à se battre. On trouvera plus loin des textes datés de 1936, 37 et 40 qui achèveront de fixer sur ce que put être le ralliement de *notre* extrême-droite au nazisme ou plutôt ce que nous avons fait de positif contre ce fléau.

Page 22 :

M. Jean Albert-Sorel parle de la « *Radio de Francfort* ».

N'était-ce pas plutôt celle de Stuttgart ? Que ce fût l'une ou l'autre, ou l'une et l'autre, le traître Ferdonnet y insultait tous les jours l'*Action Française*, Pujo et Maurras.

Page 23 :

M. Jean Albert-Sorel écrit :

...des journaux comme... L'Action Française *en étaient arrivés à faire des campagnes pour la paix, du même goût que celles des journaux défaitistes de* 1917.

Ces prétendues campagnes défaitistes de 1935-39 étaient *chaque* jour ponctuées du refrain de Charles Maurras : *Armons !* ARMONS ! *ARMONS !* Ce n'était pas une simple formule. La page militaire du journal, tous les quinze jours, publiait de nombreux et ardents articles de spécialistes en faveur du genre d'armement que réclamait le programme de Gaulle, *armée de métier, chars, blindés, obusiers*, etc... Si l'on évitait d'y nommer l'inventeur du programme, c'était pour ne pas le compromettre auprès de la démocratie, où son seul défenseur était alors Paul Reynaud; mais le Cercle Fustel de Coulanges, ami de Charles Maurras, l'a patronné tant qu'il l'a pu, et l'un des grands propagateurs de la réforme de Gaulle était le général Clément Grandcourt, précisément un des collaborateurs de la page militaire de l'*A.F.*... Telle était, dès alors, la manière d'être des *défaitistes !* Le défaitisme de l'*Action Française* ne perdait de vue ni « *l'Allemagne, notre ennemie n°* 1», ni Hitler qui l'avait rendue plus redoutable, ni la nécessité de l'affronter *avec des moyens à sa mesure*, si l'on tenait à faire une guerre qui ne fût point mortelle pour la patrie.

Page 36 :

Les discours officiels, presque toute la presse, dit M. Jean Albert-Sorel,

nous conviaient à la collaboration, non comme à une pénible nécessité imposée par la défaite, mais comme à l'avènement.... etc.

Tel fut le reproche textuel que Charles Maurras adressait dans le journal, dans ses conférences, dans ses remontrances discrètes aux agents du gouvernement Laval, — et il leur opposait le langage tout différent du Maréchal Pétain, en particulier lorsqu'il reçût l'amiral Estéva. Un des représentants en question de Laval, M. Bonnefoy, secrétaire général à l'Information, a subi, de la part du directeur de l'*Action Française*, une algarade publique devant toute la presse lyonnaise assemblée, où il eut l'occasion de comparer les occupants à des « totos », c'est-à-dire à des poux. Tel était ce singulier « collaborateur », cet enthousiaste de l'occupant !

Page 38 : Les

misérables qui combattaient sous l'uniforme feldgrau.

L'*Action Française* n'a cessé de faire honte à ces misérables. Leur presse, la presse Doriot, n'a cessé de l'outrager. Une de leurs feuilles a même publié un numéro entier contre Charles Maurras parce qu'il les avait accusés de pousser la France au suicide et qu'il leur rappelait en propres termes comment c'était *sur le Rhin* et non sur la Vistule que se posait la défense de la patrie

Même page 38 :

Le cabinet Laval aurait, dit M. Jean Albert-Sorel, déclaré la guerre à l'Angleterre...

« si les Alliés n'avaient pas débarqué... cette honte et ce ridicule nous eussent été imposés... »

« *Si* » !... Personne n'en sait rien. Mais l'auteur du *Calvaire* paraît ignorer que cette abominable tendance du cabinet Laval rencontrait alors, en France, et jusqu'au dernier moment, d'autres opposants que les alliés ou même que le maquis. Un fait certain est que, de 1940 à 44, l'*Action Française* a fait une vigoureuse et violente opposition à ce parti et au misérable Déat qui le conduisait. Cette opposition a duré jusqu'aux limites extrêmes du temps de l'occupation.

Page 79 : L'*Action Française*, dit M. Jean Albert-Sorel, se serait enfermée

« *dans cette affirmation : ni proallemands ni proanglais, sans penser que la France seule n'était qu'un pays vaincu et ruiné...* »

M. Jean Albert-Sorel paraît bien prompt à destituer l'*Action Française* de toute « *pensée* ». Mais cette défaite, cette ruine dont il parle étaient, elles-mêmes, des raisons sérieuses de vouloir ramener au seul dénominateur de la France un esprit public écartelé entre deux étrangers ! Touchant ici au problème des *appréciations*, nous n'insisterons pas ; mais il faut bien articuler deux *faits : la France seule* n'a jamais exclu l'idée d'*alliance*, sinon pour des polémistes appliqués à réfuter des sottises qu'ils prêtaient à leurs adversaires et, d'autre part, l'*antibritannisme* n'a jamais été à l'*Action Française*, comme M. J. Albert-Sorel le pense, un principe, mais l'effet direct d'une circonstance déterminée et que l'on va voir.

Page 82 :

« *Une partie de notre flotte*, dit l'auteur du Calvaire, *retenue en Angleterre par les circonstances...* »

Les circonstances seules ? Quel euphémisme !

DEUXIEME PARTIE

Page 85 :

Toujours pour éviter un débat d'appréciation, nous nous bornerons à recueillir la phrase du *Calvaire* sur la « *besogne néfaste* » et les « *profonds ravages* » que l'*Action Française* aurait « *exercés dans l'esprit des bien-pensants* ».

Il nous faut bien signaler à M. Jean Albert-Sorel, comme un fait encore, et patent, que les « bien-pensants » et les lecteurs ou amis de l'*Action Française* font deux. C'est même au vocabulaire de Léon Daudet et à ses caricatures ardentes que Bernanos a dû emprunter son thème des « bien-pensants ».

Au bas de la même page 85 :

Il est parlé des « *conceptions discutables de politique étrangère...* » de l'*Action Française*.

Tout est discutable. Mais s'il s'agit, comme il est permis de le penser, de la conception du retour aux « Allemagnes », avouons notre surprise : eh ! quoi, l'échec expérimental de tant de panacées civiles et militaires, diplomatiques et génevoises, n'a pas encore fait la lumière dans l'esprit de M. Jean Albert-Sorel sur cette question ? Elle n'est pas seulement liée à nos traditions royales, elle tient au bon sens universel. Un grand état puissant et populeux se donnera toujours la force militaire qu'il lui plaira, et si cette puissance est l'Allemagne, elle sera toujours perfide et cruelle, agressive, envahissante et ravageuse. Il est déjà inouï que les Tardieu et les autres aient pu s'y tromper en 1919 : on pouvait oser présumer que, tout au moins dans les aînés de la race, l'esprit public français aurait, depuis, opéré automatiquement sa réforme sur la grande affaire de l'unité allemande. L'auteur du *Calvaire* semble nous dire qu'il n'y a rien de fait. Allons ! tout est à recommencer. Seulement, il convient qu'on se prépare à la huitième invasion ! Sans attendre 1947, *Armons*, ARMONS, *ARMONS !*

Page 86 : M. Jean Albert-Sorel dit beaucoup de choses auxquelles nous avons nous-même beaucoup à dire. Voyons-les dans leur suite.

Page 86 : a)

L'auteur du *Calvaire* parle de l'action de Charles Maurras et de l'*A.F.* d'avant l'autre guerre sur « *la jeune génération vibrante de foi française...* »

Une foi française qui, alors, se préoccupait aussi de son objet réel. On n'entreprenait pas de tuer sa patrie pour lui mieux marquer son amour. Plus tard, on a associé beaucoup moins de sagesse à beaucoup moins d'ardeur.

Page 86 : b)

De la part de l'*Action Française*, « *il eût semblé logique...* » d'aller contre l'armistice, dit encore M. Jean Albert-Sorel. La logique ainsi pratiquée, nous aurait conduits à donner le coup de grâce à la France. L'*Action Française* s'y est refusée. En juin 1940, il fallait obtenir que la France survécût et revécût ; l'important était de ne pas l'achever dans les embrassements d'une rhétorique désespérée. Sous la débâcle, durant l'exode, *c'est un fait* que l'*Action Française* a tenu l'armistice pour le sauveur de la France, le garant, le gardien de l'avenir. Et c'est une autre *fait* qu'elle l'a voulu tel, ne l'ayant accepté, consternée comme étaient ses rédacteurs, que sur l'avis et à l'appel des deux grands experts militaires que l'on pouvait appeler Fabius et Scipion, celui-ci, Weygand, incarnant l'école de Foch, tout en offensive héroïque, et Pétain, personnifiant des temporisations salvatrices et rédemptrices. Jusqu'au moment où leur avis fut communiqué, à Poitiers, où le journal était replié, la thèse des articles que Charles Maurras publiait était que « *ce qui avait sauvé sauverait* » : « *la bataille* »; que « *l'espérance était militaire* » (textuel) ; que « *notre sort était lié à la victoire de nos armées* » (textuel) ; que l'ennemi ne nous ferait pas quartier, « *ne nous accorderait même pas de capitulation honorable* ».

Dans sa consternation, Charles Maurras s'épargna le ridicule de discuter la compétence du maréchal et du généralissime, et il se rappela à propos l'excellente critique faite précédemment par le colonel de Gaulle de la *guerre à outrance* de Gambetta (1870-71). L'*Action Française* avait été « *jusq'au boutistes* » comme Galliéni en 1914, mais en 1940, l'on avait touché « le bout » des extrêmes possibilités militaires, et voilà que l'intervention de Pétain nous valait le bonheur inattendu, inespéré, de concessions substantielles faites par les vainqueurs à la glorieuse dignité du chef vaincu : *la flotte, l'empire, la zone libre*, etc... Il n'y avait aucune comparaison entre ces avantages et la certitude de nouvelles batailles à perdre avec deux nouveaux millions de prisonniers à la clef. Au surplus, on cédait à la force, sur le présent immédiat, mais parce que l'on *réservait l'avenir*. Interpréter l'armistice du maréchal et de ses fidèles comme une abdication de la France et un renoncement à la foi française fait violence à toutes les réalités attestées par des monuments sans réplique : ni les Boches, ni les Proboches n'y ont cru ; ils ont tout tenté contre cette conception de salut.

Même page 86 : c)

Charles Maurras serait

« *devenu un habitué de l'hôtel du Parc et du Pavillon Sévigné...* »

Après l'armistice, l'*Action Française* aurait pu s'installer soit à Vichy, soit à Clermont, d'où Charles Maurras aurait pu devenir un habitué des Palais que M. Jean Albert-Sorel

lui offre ; l'*Action Française* s'est fixée très intentionnellement à distance de ces centres d'Etat : d'abord à Limoges, puis à Lyon, pour y retrancher son indépendance dans le même sentiment qui lui fit plus tard refuser toute participation aux mensualités de 250.000 à 350.000 francs que Laval distribuait à la presse repliée, notamment à des journaux que l'auteur du *Calvaire* nomme « *incorrompus* », on ne sait pourquoi !

En quatre ans, Charles Maurras est allé à Vichy exactement six fois : les quatre premières entre juillet et octobre 1940, les deux autres en 1942.

La visite d'octobre 1940, faite avec Maurice Pujo, eut pour objet de dénoncer au maréchal la manière dont la presse de Laval affaiblissait et détruisait l'armistice ; et peut-être que les plaintes de l'*Action Française* eurent, à distance, quelque influence sur le renvoi de Laval en décembre suivant.

La seconde visite de 1942 (décembre), faite aussi avec Pujo, permit à Charles Maurras de demander au maréchal si l'on enverrait une légion volontaire au secours des Allemands en Afrique et il eut la joie de s'entendre répondre devant dix témoins : « *Non, l'on ne refera pas la faute commise dans l'Est* ».

Charles Maurras a salué le maréchal trois fois à ses passages à Lyon, les deux premières dans une cohue de cinq cents personnes.

Pour tout compter, le maréchal a fait à Charles Maurras le très grand honneur de le consulter, ou de le faire consulter deux fois : la première, sur l'opportunité qu'il y aurait, pour affirmer son autorité contre l'Allemagne occupante, à réunir les Chambres, — et sa réponse d'antiparlementaire et d'antidémocrate fieffé fut, tout bonnement : oui !. L'exécution du projet ne fut empêchée que par des circonstances indépendantes de la volonté du maréchal. La seconde consultation portait sur la réponse à faire à de mauvais conseillers germanophiles qui demandaient l'intervention du maréchal en faveur d'une paix dont la seule Allemagne eût profité pour se soustraire à son destin. La réponse du directeur de l'*Action Française*, naturellement négative, ne fit que rencontrer et confirmer le *proprio motu* du maréchal, qui s'était déjà prononcé et exprimé.

Bref, deux consultations, *trois* salutations officielles, ou officieuses, *six* visites, voilà comment Charles Maurras a été, en quatre ans, l'*habitué* des résidences du maréchal ! On peut ajouter à ce bilan : 1° qu'il écrivait dans un journal où chacun pouvait le lire ; 2° le maréchal lui avait fait le très grand honneur de lui adresser une fois, sans qu'il l'eût demandé, le présent de sa francisque et, une autre fois, le *Discours aux Français*, avec cette dédicace de sa main : « Au plus Français des Français ». Peut-être avait-il l'illusion de trouver en lui quelque étincelle de foi française. C'est une illusion que de très nombreux Français partagent encore. Mais, après 1940 comme avant 1918, cette foi demeura res-

pectueuse et soigneuse de son objet, une foi constructive et non destructive. Ce n'est pas en saccageant la France qu'on lui témoignera foi, respect et amour.

Même page 86 : d)

M. Jean Albert-Sorel reproche au directeur de l'*Action Française* ce raisonnement :

« Si la défaite militaire de la France était un désastre », « il fallait en tirer une conséquence heureuse... une révision totale des institutions. »

Ces institutions ayant été, de toute évidence, les causes actives et passives de la défaite, il était naturel de raisonner ainsi en effet ! Au lendemain de Munich, qui n'était pas reluisant, mais qui sauvait du pire, les manchettes du journal répétaient : 1° *Armons !* 2° *Cherchons, retrouvons, resserrons nos alliances !* 3° *Réorganisons-nous à l'intérieur...* Si l'on reproche aux bons citoyens de vouloir obtenir l'utilisation du malheur, *utilitatem calamitatis*, il faudra que l'auteur du *Calvaire* aille au bout de cette *logique* et féliciter les mauvais de travailler à stériliser les épreuves et à faire oublier leurs leçons.

Même page 86 : e)

« ... un renversement de notre politique étrangère. »

Cela, non. Cela, jamais ! Cela est purement rêvé, induit, déduit, construit dans la pensée de M. Jean Albert-Sorel. Dans celle des rédacteurs de l'*Action Française*, dans leurs écrits et dans leur action, le *fait est* que jamais l'Allemagne n'a cessé d'être qualifiée « *l'ennemi* n° 1 ».

Même page 86 : f)

M. Jean Albert-Sorel fait dire à Charles Maurras que

« le pays... ne devait s'en prendre qu'à lui-même. »

Autre rêve, autre déduction, induction et construction pures. Non, le directeur de l'*Action Française* n'a jamais mis en cause la responsabilité du *pays*. Une distinction est classique à l'*A.F.* Le *pays réel* doit, disait Charles Maurras, s'en prendre, non à lui-même, mais à ce *pays légal* dont les institutions, le personnel, les mœurs, l'esprit, les lois nous ont perdus avec lui. Inculper *cent ou deux cent mille* politiciens n'est point toucher à *quarante millions* de Français, leurs victimes bien innocentes !

Mme page 86 : g)

Charles Maurras est censé penser que le pays

« avait suivi la mauvaise voie en déclarant la guerre à l'Allemagne. »

Attention ! Ce n'est point au fait d'avoir pris une « *mauvaise voie* » anti-allemande, — car le directeur de l'*Action*

Française l'avait toujours suivie, — que Charles Maurras attribuait une grande part de nos malheurs : c'était à la folie d'avoir *déclaré* cette guerre, nous, les premiers. Le bon sens était de se la laisser déclarer comme Poincaré en 1914, ce qui lui valut la magnifique mobilisation qui nous a manqué en 1939, — ainsi que la précieuse position *morale* du peuple assailli, envahi et qui se défend, — position rendue plus précieuse par le fait que, depuis vingt ans, notre dispositif militaire tendait, de plus en plus, à la défensive pure : la possibilité de prendre l'initiative des opérations ne servait plus de rien, nous n'en avions pas les moyens. L'attente d'une déclaration de guerre allemande pouvait nous donner du temps de surcroît pour armer et réarmer. Charles Maurras disait ce que la guerre avait d'inévitable. Mais il disait aussi que nous n'étions nullement condamnés à la faire *là, sur le champ, tout de suite*, au gré des provocations d'Hitler.

Même page 86 : h)

Pas un mot n'a été écrit, dit, ni pensé par l'*Action Française* pour avancer que nous dussions « *rester étrangers à ce conflit* », ni qu'il fût possible de l'être.

Que ce conflit dût nous rejoindre, il ne fallait pas moins ménager précieusement le temps de réunir tous les moyens d'y tenir en armant et en réarmant. En demandant, mot à mot, de la « *marge* » et des « *délais* », l'*Action Française* montrait toujours du doigt l'Hitlérisme, le Germanisme, et, par-delà ces prête-noms, le grand corps obsédant de l'unité allemande tendue tout entière vers la conquête et la rapine, comme il y a 2.000 ans. Mais nous pouvions nous dispenser de déclarer la guerre, comme d'entrer en Belgique, sans perdre de vue aucune de ces nécessités vitales de la patrie.

Même page 86 : i)

Toujours d'après les idées si gratuitement prêtées à l'*Action Française*,

« *notre impréparation à la bataille n'était pas notre plus grande faute, mais bien de nous être engagés dans cette bataille.* »

Là encore, même méprise totale. Dix mille textes le prouveraient. Eh ! nous y étions condamnés à être engagés dans cette bataille ! Mais, sapristi ! nous pouvions encore nous rendre maîtres de nos mouvements et ne pas être agis comme le ludion du bocal. Charles Maurras n'a jamais écrit un mot qui ressemblât à ce que le *Calvaire* lui fait dire là. Après Munich, quand nos éternels germanisants, dignes fils de Briand et de Jaurès, reparlèrent de « s'entendre avec Hitler », il les prit vigoureusement à partie. Il fit de même à l'automne de 1939 quand, les dés une fois jetés, on reparla d'accord franco-allemand. Insoutenable lubie ! Il n'y avait plus qu'à nous battre, mais *en armant* pour être vainqueurs, ce que

l'on ne faisait pas et que l'*Action Française* ne cessait de prêcher.

Page 87 : a)

« *Et M. Maurras sous-entendait* (?!) *que la France conduite par l'Angleterre avait pris sa part dans le déclenchement de la mêlée mondiale...* »

On ne trouverait pas un mot ni une insinuation qui allât en ce sens dans les milliers d'articles publiés de 1935 à 1944. Encore une construction pure ! Et celle-ci d'une absurdité assez volumineuse, car l'Allemagne, la grande Allemagne unifiée étant demeurée intacte au milieu de l'Europe, cette Allemagne qu'il fallait d'*abord* détruire à tout prix (et le *delenda est* de l'*Action Française* ne cessait pas) Charles Maurras n'aurait jamais eu l'enfantillage d'imaginer que la France eût la moindre chance de devenir « *l'arbitre des destinées européennes* » par le seul fait de s'abstenir en Pologne et en Bohême ! Il n'y a pas un mot d'exact dans toute cette page induite, déduite, construite, rêvée !

En d'autres pages du *Calvaire* où M. Jean Albert-Sorel s'est bien mépris, les choses auraient pu se passer comme il les arrange ; mais dans celles-ci, il prête à Charles Maurras l'impossible, le contraire absolu de sa pensée, qui était de différer en armant et pour armer. La possibilité, la certitude d'une attaque d'Hitler n'étaient pas douteuses ; elles tendaient à nous asseoir au milieu du conflit. Devant ces menaces trop vraisemblables, le conseil de l'*Action Française* était invariable : armement, alliances, réorganisation. L'*Action Française*, en janvier 1939, avait proposé à Daladier de grandes souscriptions de presse pour notre aviation dont il avouait le déficit : il avait repoussé les projets sans les remplacer. Charles Maurras savait, par des rapports sûrs, quelles illusions on se faisait sur le mur Maginot. Il savait que Mandel allait disant : *la haute armée ne veut pas se battre* et il n'ignorait pas quelles bonnes raisons en avait la haute armée. Il voyait quel était l'état moral du pays. Son attention était arrêtée à chaque instant sur les plaies de toutes sortes laissées par l'autre guerre ! Il ne pouvait s'empêcher de voir les lacunes fraîches de nos alliances. Il restait l'Angleterre. Quelle sorte d'alliée avait-elle été pour nous de 1919 à 1939 ? Les gens de l'*Action Française* n'avaient pas le droit de l'oublier. Mais ce souvenir vivace n'avait nullement fait d'eux les ennemis systématiques de l'Angleterre.

Contrairement au système que M. Jean Albert-Sorel leur prête dans une hypothèse sans base ni corps, quand un ministre anglais, plagiant Bainville, avait dit que dorénavant le Rhin serait la frontière commune des Anglais et des Français, l'*Action Française* l'avait frénétiquement applaudi.

Et quand Churchill était venu à Paris en 1936 (ou 1937) dire que nous devrions traiter notre armée comme les Anglais traitaient leur monarchie : « la prunelle de leurs yeux », cet

écho nouveau fait à notre passé fut également applaudi, et si l'auteur du *Calvaire* pense que les traditions de la royauté française rendaient forcément les gens d'*Action Française* anglophobes, c'est qu'il oublie les leçons et l'exemple (parfois héroïque) donnés par la Restauration et le gouvernement de juillet dans leur fidélité à l'amitié de Londres.

Le grand initiateur ou aménageur de l'alliance anglaise, Talleyrand, la définissait, il est vrai, comme un accord du cheval et du cavalier ; il nous engageait amicalement à ne pas accepter le rôle éternel du cheval. L'*Action Française* se souvenait de ce conseil. La manière dont M. Mandel pliait l'échine, dans son cabinet de la rue Oudinot, devant les Rothschild de Londres, ne lui paraissait répondre ni à l'intérêt français, ni à l'intérêt anglais, ni à l'avenir de l'alliance. Et la manière dont l'aide anglaise nous fut prêtée en 1939 et 40 n'a rien eu de satisfaisant non plus, si l'on se reporte aux témoignages du général Weygand qui sont corroborés par des souvenirs contemporains, notamment de ce conseil des ministres, tenu au début de 1940, où, sous les yeux en pleurs d'Albert Lebrun, l'on faillit littéralement se battre entre ministres pro-anglais de principe et de religion et les naïfs administrateurs de l'intérêt français, car ceux-ci se plaignaient que les engagements pris à Londres n'eussent pas été tenus sous le ciel de France.

Même page 87 : b)

L'*Action Française* n'a jamais parlé, malgré tout,

« de nous détacher à jamais de la tutelle britannique »

car 1° les gens d'*Action Française* n'admettront jamais cette « tutelle », ni aucune autre pour notre pays et, 2°, quant à rompre « à jamais », c'est un terme bien impropre pour des rapports entre deux peuples qui ont tantôt rompu, tantôt renoué leurs liens si souvent ! A ce moment, qui était l'heure de l'armistice, l'*Action Française* ne préconisait que vigilance et fermeté pour notre salut, mais non du tout pour la perte de l'Angleterre, comme on va le voir.

Même page 87 : c)

Charles Maurras conseillait, écrit M. Jean Albert-Sorel, de

« ... servir la France seule et non une idéologie démoniaque qui nous avait poussés vers le gouffre. »

Ici, l'on doit reconnaître que l'auteur du *Calvaire* revient à la vérité. Pas assez cependant. Figurez-vous que Charles Maurras en est resté (réactionnaire et rétrograde) à ce François Ier qui négociait avec le pape Léon X un Concordat fructueux, écartait Luther et sa Réforme, engageait un combat de géant avec l'empereur catholique, s'entendait avec le Grand Turc et signait avec les Républicains de Suisse une « Alliance perpétuelle » qui n'expira qu'au 10 août 1792, sur les marches des Tuileries, quand les républicains français se ruèrent sur les fidèles alliés de leur roi ! Dans le même

esprit rétrograde, Charles Maurras, pendant l'été de 1917, a adressé aux *Républicains de Russie* qui étaient venus le voir une lettre publique où il leur exposait son vœu de rester aussi bon ami avec eux que nous l'avions été avec le tsar : leurs étiquettes de politique intérieure lui étaient indifférentes, chacun étant le maître chez soi de vivre en autocratie ou en démocratie.

Nous ne pouvons néanmoins nous empêcher de signaler à M. Jean Albert-Sorel que les actuels différends de Moscou et de Londres sur le sens du mot *démocratie* dans l'affaire yougoslave devraient faire réfléchir aux inconvénients d'une « idéologie » si mal définie dans les rapports internationaux.

Page 88 :

Charles Maurras est inculpé d'ajouter à un *certain chauvinisme* le désir de *splendide isolement* de la France ou de son indépendance absolue.

Les mots ne devraient pas être appelés à forcer la mesure des idées. « *Indépendance absolue* » ne veut rien dire de plus qu'*indépendance*, ni indépendance qu'*absolu*, *ab-solutus*, « qui n'est point enchaîné ». Quant à l'isolement, même splendide, en pays indépendant, cela fait contre-sens, car l'indépendance du pays fait rechercher son alliance et lui sert précisément à rassembler autour de lui les ressources et les puissances destinées à maintenir ou à retrouver sa grandeur. M. Jean Albert-Sorel impute, par ce flot de quiproquos et de confusions, un programme de diminution à l'*Action Française*, là où elle cherche le redressement et la grandeur. Il lui reproche un *chauvinisme* creux, là où elle s'applique à dégager, sous la grande voix du patriotisme émotif, les intérêts vitaux de leur objet, — la Mère Patrie.

Si l'*Action Française* avait entendu la *France seule* à la manière de l'auteur du *Calvaire*, elle n'aurait pas fait ce qui dépendait d'elle pour établir des rapports amicaux avec Roosevelt, pour soutenir la politique américaine du maréchal, pour tenir d'aussi près que possible à l'amiral Leahy et aux siens.

En 1941, Charles Maurras et son co-directeur Maurice Pujo sont allés au banquet France-Amérique de Clermont-Ferrand, offert à l'ambassadeur américain ; ils ont vu et entendu l'amiral Leahy porter la santé du maréchal Pétain et le désigner publiquement comme le chef de l'Etat français nouveau, « *votre héros national* ». L'année suivante, après la mort de l'amirale Leahy, Laval revenu au pouvoir, Madagascar déjà occupé par l'Amérique, comme l'amiral rentrait dans son pays avec le cercueil de sa femme, Charles Maurras élevait encore des vœux publics, malgré la censure de Laval, pour que le contact américain fût maintenu ou repris. Preuve suffisante que l'*Action Française* n'avait pas envie de faire faire une cure de solitude à la France. Mais elle déconseillait les formulaires impératifs et les options étroites qui nous asservissaient, ou ces ports trop voyants des couleurs étrangères

qui nous divisaient et nous subdivisaient : le clan des *yes* et le clan des *ya ;* ainsi nos pères du XVI[e] siècle se partageaient-ils entre Elisabeth d'Angleterre et Philippe d'Espagne, sauf les hommes de la Satire ménippée.

Mais, page 89 : a)

en « *conséquence pratique* » des termes qu'il n'a pas posés et que l'on pose à contre-sens, Charles Maurras aurait été

« *nécessairement poussé dans les bras du vainqueur momentané.* »

Ce sont des embrassements auxquels il était toujours facile de se soustraire. Il suffisait d'opposer au *vainqueur momentané* une attitude qui fît le moins de dommage possible à la patrie, en attendant que le vainqueur pût être changé de camp. Il suffisait de traiter les inévitables concessions de l'armistice comme *momentanées*, elles aussi, et, ainsi que le faisait le maréchal, de réserver, hautement, fièrement, les espérances de l'avenir.

Ce qui est, est. En tête de l'interminable chapelet d'outrages qu'il a débités pendant quatre ans, l'immonde Marcel Déat a inscrit l'épithète de « revanchard » au nom de Charles Maurras. C'est aux idées de revanche, comme de dignité et d'honneur, que ce Boche d'élection faisait la guerre lorsqu'il s'en prenait à l'*Action Française*. M. Jean Albert-Sorel sait-il pourquoi il reprochait au maréchal sa carte des nouvelles provinces ? Parce que celle-ci coïncidaient avec les divisions militaires. Ainsi, disait Déat, les grandes préfectures et les grands commandements régionaux pourront s'entendre plus facilement pour échapper aux mesures de désarmement prescrites par une paix boche. L'idée fixe de Déat, comme de Laval, était, dès le premier jour, de transformer l'armistice en traité de paix, la paix en alliance, l'alliance en collaboration militaire ! C'est ce que le maréchal a toujours refusé et c'est ce qui a fondé notre confiance dans le maréchal.

Le souci de l'*Action Française* était d'épargner le maximum d'épreuves à la France, à son sol et à sa population, en même temps que de refaire ses forces pour l'avenir. Jamais la juste critique de la « Guerre à outrance » par le colonel de Gaulle ne nous a paru aussi bien fondée qu'à ce moment-là. L'*Action Française* pensait aussi au lumineux commentaire qu'a fait de l'erreur des hommes du 4 septembre le général du Barrail : Si, dit-il, entre 1797 et 1815, les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de Prusse et d'Angleterre avaient fait la *guerre à outrance* et qu'ils n'avaient pas consenti à des armistices ou traités *momentanément* désastreux, il ne leur serait rien resté, ils n'auraient pas eu le moyen de prendre leur revanche en 1812, 1813, 1815, à la Bérésina, Leipzig et Waterloo...

De même, sans leurs sacrifices analogues et momentanés de l'armistice de 1918, sans leurs *ya ya* de 1919 à Versailles,

les Allemands n'auraient jamais pu préparer leur revanche de 1939. L'armistice de juin 1940 a été conçu par le maréchal et les Français qui l'ont suivi sur tout ces modèles de patriotisme vaincu, mais redressé et plein d'espérance. « *Il fuit pour mieux combattre* » a toujours été la devise cornélienne de ces Français calomniés.

Mais il faut prendre acte ici d'un autre fait non moins capital. Il s'est trouvé une active et puissante faction proboche, arrière-voix des Jaurès et des Briand pour s'opposer à la foi française et au maréchal et à son espérance du lendemain. *On ne comprendra rien aux événements de* 1940-44 *si l'on ne rend hommage à cette première vérité de fait*, corroborée par la seconde que voici : Il n'y a pas eu dans la France d'alors *deux* partis, mais *trois*. Et ceci, j'en conviens, est une autre histoire. Sa vérité s'imposera.

Même page 89 : b)

« M. Maurras ne se prononça jamais contre la collaboration... »

Les documents secrets, saisis à la fuite allemande, déposent du contraire. Toute la presse collaborationniste en dépose aussi.

D'abord, le journal interdisait à nos amis et adhérents, par des notes publiques, toute participation aux manifestations de collaborateurs. Les conférences de collaboration leur étaient publiquement consignées ; l'adhésion à un groupe de collaboration constituait pour les adhérents à l'*Action Française* un cas de radiation. Etait-ce là « *se prononcer* » ou non ?

Pour Charles Maurras, quand le maréchal prononça le mot de *collaboration* à l'entrevue de Montoire, il déclara ne pouvoir ni ne vouloir avoir là-dessus aucun avis, car il s'agissait de négocier des avantages déterminés. La faction boche devait les réduire à rien. Mais, à cette époque, il était impossible d'en mesurer l'étendue présente ni l'érosion prochaine. Le maréchal seul pouvait avancer, reculer, étendre ou limiter un champ d'action où l'intérêt des prisonniers et des populations occupées était en jeu. Surtout, la conclusion pratique de l'*Action Française* tendait à conjurer le pays de faire confiance à son chef, et surtout, ah surtout ! de ne pas se diviser en factions étrangères pour ne pas agiter de politique étrangère sur la place publique : le chef ennemi n'abattant pas ses cartes, pourquoi ferions-nous la folie d'abattre ainsi les nôtres ? Peu de temps après, le maréchal donnait publiquement raison à l'*Action Française* quand il disait dans un discours sévère aux volontaires de la collaboration : « *Suivez-moi, ne me dépassez pas* ».

Même page 89 : c)

« L'Action Française *avait toujours été hostile à l'Angleterre.* »

Encore une vue de système qui lui est imputée de chic ! Prière de se reporter à ce qui a été dit plus haut. Que l'on réfléchisse à ce qui suit.

Page 90 : a)

« Cette haine de l'Angleterre trouva l'occasion de s'exaspérer après juin 1940 et après Mers-el-Kébir sous la plume de M. Maurras qui, emporté par sa verve et sa faconde de polémiste, ne vit pas que l'attaque aux Anglais « menait » à soutenir l'Allemagne. »

Toujours l'étonnant préjugé que les choses de ce monde puissent toutes tenir entre les cornes d'un dilemme ! Mais le monde est plus grand, comme Allah est plus sage.

Revenons aux points du fait.

Le 26 juin 1940 est le jour où, de Villefranche-de-Rouergue qu'il traversait, Charles Maurras adressa — étant sans imprimerie ni journal — à l'Agence Havas la dépêche qui le ralliait à l'Unité française et à toutes ses espérances incarnées dans le maréchal.

Le même jour, il passa la soirée à Cahors, chez un ami qui avait convoqué le ban et l'arrière-ban des alliés et adhérents de l'*Action Française*. C'était une petite réunion publique. Le docteur R. C. demanda à Charles Maurras : « Si vous étiez maître, à qui donneriez-vous la victoire : aux Anglais ? aux Allemands ?

Il répondit aussitôt sans hésiter : « *Mais aux Anglais !* »

Telle était son hostilité de toujours aux Anglais !

Et c'était après Dunkerque, après les abandons, la véritable désertion dont s'étaient plaints tous nos chefs ! après les insolences du discours de Churchill ! Ainsi, le 26 juin 1940, ses vœux allaient à la victoire de l'Angleterre.

Mais huit jours passèrent : ce fut Mers-el-Kébir, la surprise de notre flotte par les Anglais, le bombardement de nos vaisseaux à moitié désarmés, le massacre de 1.500 à 2.000 marins français... Nous ne savons si ce fut *verve* ou *faconde* de polémiste, mais ces marins étaient nos frères, ces vaisseaux détruits nos bateaux, et Charles Maurras répondit comme il le put à sa lâche agression sauvage en décernant à l'Angleterre ce beau brevet d'*ennemi 1bis ex-æquo*... Charles Maurras avait jusque-là souhaité que l'Angleterre fît à l'Allemagne tout le plus grand mal possible. Il souhaita alors que l'Allemagne en fît autant. Cette décision, motivée et datée, procède des événements concrets ; elle ne provenait en rien d'une *hostilité préconçue* ni d'une *haine de principe*. Le fait est qu'un fait nouveau en avait déterminé un autre, et voilà tout !

Mais, comme l'*Action Française* demandait aussi le maintien pur et simple des conventions de l'armistice (la garde de la flotte !) et comme elle continuait à résister aux proboches qui voulaient la guerre aux Anglais, son inimitié *ex-æquo* boitait toujours un peu en faveur de l'Angleterre.

Même page 90 : b)

« Georges Sorel... »

Nous ignorions que Georges Sorel appartînt à la famille de l'auteur du *Calvaire*. On ne peut que décliner l'influence que l'auteur du *Calvaire* lui attribue sur les idées de Charles Maurras. Le maître de l'*Action Française* l'a plusieurs fois déclaré. Le cas de Georges Sorel n'est pas du tout celui d'Albert Sorel dont la psychologie politique, profonde et fine, a éclairé tant de ressorts de la politique française. Les *Réflexions sur la violence* sont les cadettes de *Trois idées politiques* (1898) et de l'*Enquête sur la Monarchie* (1900), de *Si le coup de force est possible* (1906), livres et brochures qui ont posé tous les principes de Charles Maurras. L'*Action Française* avait même vécu et fait vivre le thème des *Réflexions sur la violence*, avant qu'elles ne fussent écrites, dans ses campagnes des Inventaires et dans les onze mercredis d'émeutes consécutives, organisées par Maurice Pujo contre l'insulteur de Jeanne d'Arc, Thalamas. Ceux qui ont appelé Georges Sorel un « socialiste d'*Action Française* » n'ont qu'effleuré une vérité plus complexe. Charles Maurras a connu ce « *curieux homme* ». De sa nature, esprit uniquement critique, c'était le plus admirable et le plus beau « Monsieur Non » qu'il fût possible de voir. Ses origines proudhoniennes le mettaient dans une ligne de descendance spirituelle de Hegel, qui heurtait les habitudes d'esprit classique du maître de l'*Action Française*. A la guerre de 1914, il se fit pro-allemand et cela ne put surprendre qu'à demi. Peut-être en est-il résulté pour lui un désavantage matériel. Voici comment : à la veille des hostilités, il avait été inscrit sur le testament d'un jeune ami riche, fort riche, Pierre Villard, comme son héritier, en même temps que Jacques Maritain et Charles Maurras. L'évolution proboche de Georges Sorel indigna Villard qui le raya de ses papiers et, quand le jeune héros eut succombé devant Verdun, Charles Maurras et Maritain furent seuls à se partager près de deux millions. Charles Maurras donna, bien entendu, le sien à l'*Action Française*. Comme c'était son droit, Maritain garda le sien pour lui. Mais qu'aurait fait Georges Sorel s'il fût resté co-légataire ?

Même page 90 : c)

« Georges Valois ».

Georges Valois ne s'est pas « *personnellement séparé* » de l'*Action Française*. C'est elle qui s'est séparée de lui. M. Jean Albert-Sorel appelle « doctrine » son pot-pourri formé des

dépouilles de Proudhon, de Sorel, de Maurras, et, peu à peu, de celles du colonel de La Tour du Pin, contre qui il avait d'abord fait acte d'hostilité violente ! Ce qui, chez lui, pouvait ressembler au « national-socialisme » venait des hégélianismes proudhoniens et des bribes de nitchschéisme contre lesquelles Charles Maurras avait toujours été en garde. Ce corps étranger n'a jamais été reçu à l'*Action Française* qu'à la faveur des tours de passe-passe de son auteur. Lorsque, en 1906, il publiait l' « *Homme qui vient* » dans la *Revue d'Action Française* (car le journal n'existait pas encore), Charles Maurras stipulait toutes les restrictions fondamentales qu'il fallut aggraver vingt ans plus tard, à la suite de manœuvres de captation qu'il est impossible de bien connaître sans les juger des trahisons.

Page 91 :

Nous voici devant un nouveau spécimen de ce que nous avons nommé plus haut : rêve, déduction, induction, construction de l'esprit.

M. Jean Albert-Sorel construit des ponts entre des rivages qui, de loin, peuvent paraître voisins, mais que séparent les abîmes mêmes de la nature des Choses et des Etres.

De ce que, dit-on, Charles Maurras est « *profondément athée* », il se serait « *rallié sans difficulté* » à ces « *postulats profondément erronés* » du « *matérialisme politique* », *militaire* et *nazie* « *que le pape devait dénoncer au Message de Noël* 1943 ».

Et d'abord, à l'époque de son plus extrême éloignement des croyances traditionnelles, le premier livre de Charles Maurras : *Le Chemin de Paradis*, en son premier chapitre, le *Miracle des Muses*, contenait une critique directe de l'athéisme. Charles Maurras n'a jamais été athée, c'est un fait. A relire son œuvre, on constate qu'il n'a rien eu à changer aux explications qu'il a données de ses états d'esprit catholique. En fait, il n'a jamais professé d'autre morale que celle des honnêtes gens de son pays et de sa famille, qui est la morale catholique. Quand il s'est agi, voilà de longues années encore, de choisir une voie de réforme sociale ouvrière, il a adopté tout simplement, en bloc, celle du colonel de La Tour du Pin, dont les grandes lignes sont contenues dans une sorte de bible intitulée : *Jalons de route vers un ordre social chrétien*, ce qui ne veut pas dire *démocrate chrétien* et dit même à peu près le contraire. Quant au Nietzschéisme, dont on a essayé de faire grand bruit, il l'a toujours combattu en tout, sauf dans sa critique de l'esprit allemand et dans son éloge de l'esprit français. Il est nietzschéen, si l'on veut, comme peut l'être le poète Horace ou le philosophe de Stagire. Restent les *postulats erronés* d'Hitler et du nazisme. On va voir comment il les a traités.

Trois textes. Le premier date de 1936. Nous le tirons de sa préface au beau livre d'une patriote clairvoyante, la comtesse

Joachim de Dreux-Brézé : *Deux mois chez les nazis d'Autriche* :

L'hitlérisme exploite l'idée d'une religion qui préexistait, la religion pangermaniste ou plutôt germaniste, sorte d'*Islam nordique*, déposée depuis un siècle et demi dans un très grand nombre de cœurs allemands. Notre victoire eût pu la détruire jusqu'à l'effacer. Cette victoire, n'ayant pas été utilisée par nous, fut retournée contre nous. Le sentiment de la défaite et le désir de la revanche vinrent aiguiser et exaspérer le nationalisme sacré... Ce fond mental et moral, *si dangereux pour la paix et l'ordre du monde*, est, certes, insuffisamment connu des Français, mais la conspiration nazie qui utilise ce fond-là est plus inconnue encore, car on ignore à peu près *quelles immenses ramifications le complot hitlérien a étendues hors de l'Allemagne*... Cette puissance, mi-publique, mi-occulte, ne fut guère que soupçonnée et à peine entrevue, comme dans un éclair, lors de l'assassinat du courageux et malheureux chancelier d'Autriche, Dollfuss, en juillet 1934... Son martyre, qui fut vengé, n'aura, je le crains, renseigné que les Autrichiens. Quant aux autres Européens, rassurés par l'intervention de Mussolini sur le Brenner, les Français, les Anglais, les Belges eux-mêmes ne se sont éveillés que pour se rendormir. Or, il eût fallu garder un œil bien ouvert. Nous aurions dû nous informer, enquêter, tenter de débrouiller l'écheveau des trames obscures. Nous avons mieux aimé retomber mollement dans notre paresse et *laisser au canon la charge de nous avertir*.

Mais le roulement du canon approchait. En 1937, publiant sous le titre : *Devant l'Allemagne éternelle* ses études allemandes de tout âge et de toute époque, Charles Maurras écrivait dans la préface une esquisse de ce que serait l'invasion nazie qui nous menaçait.

« Nous pouvons nous tenir pour exposés à subir *des conditions pires que la mort*. Fort de sa mission de Messie humain, ce peuple de Seigneurs, cette race de Maîtres, s'entraîne déjà à compter quelles légitimes violences devront être *imposées aux mâles des peuples vaincus et quelles hontes pèseront sur leurs femmes et leurs enfants*. Ces femmes que vous croyez à vous, jeunes Français, ne vous appartiendront plus dans le songe de l'Allemagne. Ni vos fils, ni vos filles, jeunes pères de famille français ! Un statut nouveau de l'humanité se prépare, un droit particulier est élaboré : un Code de *nouveaux devoirs auprès desquels les pauvres petites corvées de translations pangermanistes de* 1918 *feront l'effet de jeux d'enfants. Le racisme hitlérien nous fera assister au règne tout puissant de sa horde.* »

Voilà en quels termes favorables et bienveillants l'athéisme profond de Charles Maurras le destinait à devenir l'adepte du nazisme et le ralliait « *sans difficultés* » aux « postulats » d'Hitler ! Voilà encore comment « *sous sa tutelle* », comme l'écrit M. Jean Albert-Sorel (page 91), l'*Action Française* était « *conduite fatalement* » à « *rompre avec le spiritualisme national* » (page 91 toujours)... Le croirez-vous pourtant si nous ajoutons qu'au sombre été de 1940 les vaines prévisions et les longs avertissements du directeur de l'*Action Française* étant restés inutiles, celui-ci, à l'approche boche, s'est mis en route, loin de Paris, vers les terres libres de France et qu'il y poursuivait encore l'hitlérisme de nouvelles malédictions ! Il était à Poitiers, y publiait son journal, où son « *ralliement* » à Hitler se formulait dans les lignes suivantes datées du 13 juin :

« *Nous avons devant nous une horde bestiale et, menant cette horde, l'individu qui en est la plus exacte et la plus complète expression....* »

Si ce début ne vaut pas à Charles Maurras un diplôme d'hypernazisme, signé de M. Jean Albert-Sorel, c'est que tous les principes de l'auteur du *Calvaire* se sont retournés. Mais voyons la suite :

« Nous avons affaire à ce que l'Allemagne a de plus *sauvagement barbare*, c'est-à-dire une cupidité sans mesure et des ambitions que rien ne peut modérer, des visées *politiques, sociales et morales* dont nous avons à peine une idée. *Les biens, les personnes, les libertés, les vies sont également menacés par cette horde, en un système de tel nivellement que rien, rien ne saurait rester libre ni sauf.* Cette maison, ce jardin, cette chemise, ce travail, ce chant, cette idée, tout doit vous être volé, interdit, arraché, broyé... Femmes, enfants, vieillards, exposés aux pires exactions et aux mêmes violences que les propriétés. *Ceux qui connaissent l'Allemagne hitlérienne*, ceux qui voient les progrès du *germanisme essentiel, savent que je n'exagère absolument pas. Il y a des années que nous poussons ce cri d'alarme.* »

Ces documents sont là, datés, constants. Ils n'ont pas été écrits pour renseigner M. Jean Albert-Sorel, l'édifier, le convaincre. Il semble néanmoins que de telles pièces devraient produire sur tout adversaire de bonne foi ce triple effet immédiat et lui arracher tout-à-fait de l'esprit une image de l'*Action Française* que des calomniateurs intéressés y ont mise. Elle n'est pas seulement fausse. Elle est, on le voit et on le touche, le contraire de la vérité. Un jour viendra sans doute où les adversaires d'aujourd'hui pourront admirer ensemble, et l'énormité de la déformation et sa cause morale (*cui prodest*), et la verte sanction que lui aura infligée une autorité judiciaire.

Page 92 :

En 1942, « *la thèse de la France seule se révéla comme un non-sens...* »

Cette révélation est imaginaire. Justement parce que les troupes allemandes avaient occupé toute la métropole, parce que le parti pro-allemand en prenait une audace croissante pour former des projets insensés, il importait aux bons Français de s'affermir sur le point d'appui de *la France seule*, principe d'espérance et d'autorité. « 1942 ! » Toute la presse anglaise fulminait contre l'armistice avant d'éclater en cris de joie à la nouvelle de l'assassinat de Darlan. Que l'on se rappelle les périodes du long trouble africain où la dissidence elle-même fut déchirée entre Giraud, de Gaulle, les Mariannides émigrés ! Il fallut la force étrangère et l'héroïsme de l'armée française pour rétablir peu à peu les conditions de l'action possible. Nous n'avons pas à dire ici ce qui aurait pu être fait ou ne l'être pas, ou l'être moins mal, ou l'être mieux : ce sont des jugements subversifs. Mais *le fait est* que, dans ce trouble, sous les menaces des valets de l'Allemagne, l'esprit de *la France seule* ne pouvait que redoubler de vitalité et d'influence comme de raison d'être ; et cela, pour toutes sortes de raisons, devait durer jusqu'aux derniers jours de juillet 1944, et même aux premiers jours d'août, car le parti Déat n'y désespérait point de frapper son mauvais coup

et de déclencher la plus cruelle des guerres civiles en décrétant une mobilisation contre les alliés. Ses partisans lyonnais jouaient déjà cette carte honteuse en revendiquant pour leur chef la confiance du maréchal, — ce que Charles Maurras eut le bonheur de pouvoir démentir *au nom du maréchal lui-même*. Les Allemands savaient quelle autorité cette *France seule* qu'il incarnait pouvait donner alors à tout le mouvement de révolte français qui se développait contre eux ; ce n'est pas pour une autre cause qu'ils l'ont d'abord enfermé dans Vichy, ensuite emmené prisonnier chez eux. La conduite de l'ennemi devrait faire comprendre combien aura valu, combien aura compté, cette résistance à long terme et conduite jusqu'au bout par le maréchal et par ses fidèles, entre lesquels l'*Action Française* s'honore de s'être maintenue jusqu'à la fin.

QUATRIEME PARTIE

Quelques notes supplémentaires vont suivre ; elles n'ont plus trait au chapitre du *Calvaire* qui concernait Charles Maurras, mais corroborent certains des points déjà touchés.

Page 165 :

La position de M. Jean Albert-Sorel est celle de l'*Action Française* sur cette indépendance belge que le duc Albert de Broglie appelait *le dernier bienfait de la Monarchie*. On doit ici faire observer que les hommes de « la France seule » ont toujours entretenu des relations étroites et cordiales avec l'opinion belge. La *Nation Belge* de Neuray était une *A.F.* à l'usage de la Flandre-Wallonnie. Il y avait à Bruxelles un Cercle Jacques Bainville, un Cercle Charles Maurras, où fraternisaient Belges et Français. Quand on laissa notre précieuse entente se relâcher, quand il n'y eut plus d'accords militaires définis entre Bruxelles et Paris, qui protesta ? L'*Action Française*. Et ses protestations furent en partie motivées parce que l'existence de la Belgique et son amitié étaient un moyen permanent de travailler à la paix, d'attirer l'intervention de l'Angleterre dans les conditions de la paix (et, au besoin, de la guerre), bref, de maintenir ou de rattraper l'alliance de Londres. Le voilà bien notre goût du *splendide isolement* ! Le même phénomène serait cependant observable en Suisse où nos amitiés se sont étendues dans les cantons romands, et notre monarchisme n'y a jamais donné d'ombrage, pas plus que leur Etat républicain ne nous offusquait.

Page 169 : a)

« La trop longue patience dont elles (la France et l'Angleterre) firent preuve... »

Non, ce ne fut pas longue patience, mais long aveuglement. L'Allemagne n'a été étiquetée ennemie par la France et l'Angleterre officielles qu'en tout dernier lieu et comme en désespoir de cause. On ne se résolvait pas à quitter cette folle confiance au mythe de la *bonne Allemagne*, fût-elle hitlérienne !

De plus, l'Angleterre est restée, et cela aussi longtemps qu'elle l'a pu, dans l'étroite observance et la détestable tradition du jeu de balance entre Paris et Berlin. C'est un système qui a fait bien des dégâts depuis le rappel de Mangin de Mayence en 1919 ! Il recommence à en faire d'autres... Prenons-y garde, prenons-y garde ! *Cela recommence !* Et nous ne sommes plus la France de Foch et de Clemenceau.

Même page 169 : b)

Hitler (entre 1933 et 39), dit M. Jean Albert-Sorel, « *prépare déjà le terrain à la collaboration* ».

« Déjà » ? Mais la *collaboration* est beaucoup plus ancienne que l'avènement d'Hitler. Elle avait commencé entre l'Allemagne et Lloyd George, entre l'Allemagne et Wilson, aux dépens de la France, bien entendu... Et qu'est-ce que Locarno et ses succédanés, si ce n'était pas la *collaboration* avec Stresemann, Papen, Brüning, et tous les autres précurseurs d'Hitler, moins hardis, non mieux intentionnés.

Même page 169 : c)

« ... Déchirés... alysés... nous nous endormions dans la quiétude... »

« *Nous...* » Avouons que ces coulpes, battues sur la poitrine de la France et des Français nous font souffrir. Quelle injustice, née d'une erreur de fait ! Voyons, M. Jean Albert-Sorel, ne pourrions-nous pas distinguer entre un noble peuple et les misérables équipes de son pays légal qui ont tout fait ou tout laissé faire en faveur de la catastrophe ! Comment pouvons-nous conserver le titre de la communauté nationale à ces maîtres de l'Etat français qui, par exemple, ont refusé à notre peuple la possibilité d'être avertis des desseins d'Hitler par la lecture d'une traduction de *Mein Kampf* ?

Pouvons-nous vous demander un instant de méditation sur quatre autres exploits signalétiques de ce régime et de ce personnel ? Cela vous permettra de juger moins sévèrement la responsabilité des Français en corps de nation.

Entre 1891 et 98, une politique franco-russo-allemande nous engagea à de graves risques avec l'Angleterre : on avait oublié seulement de prévoir une puissante augmentation de notre marine : « *Nos marins sauront mourir* », dit-on à la tribune du Sénat. Cette folie est allée mourir elle-même sur les talus de sable du Haut-Nil où Marchand nous sauva l'honneur.

Entre 1902 et 1905, politique inverse : anglo-française contre l'Allemagne qui risque des conflits avec la plus forte armée d'Europe : on oublie seulement de réorganiser et de réapprovisionner notre armée déchirée par l'affaire Dreyfus ; ce chef-d'œuvre d'insanité se règle par la chute de Delcassé sur le froncement de sourcils de Guillaume II, « *humiliation sans précédent* », écrit André Tardieu dans le *Temps*.

En 1918, après la plus sanglante guerre de toute notre histoire, où ce régime et ce personnel se montrent impuissants à élaborer un traité possible, M. Poincaré essaie de se consoler en l'appelant une « *création continue* ». Ce ne fut, en fait, qu'une *dégradation continue*.

Enfin, et justement au cours de cette dégradation, le plus beau fut le plus nouveau : ce comble de bêtise et de malheur dont Charles Maurras a été et est encore le seul à avoir parlé ! De 1919 à 1935, la France posséda dans la Ruhr, la Rhénanie, la Sarre, quelques supériorités de position et de terrain pour compenser l'inégalité de sa population, comparée à celle d'Allemagne, 40 millions d'âmes contre plus de 60 millions. Cet avantage fut graduellement abandonné et aliéné au cours de ces seize années. Mais tant qu'il lui demeura quelques bribes de cette force et de ce moyen de surveiller le réarmement ennemi, les chefs de notre pays légal se sont accordés pour élever le même bêlement pacifiste : jamais, jamais, ils ne se serviraient des armes qui leur auraient donné la victoire ! Mais, quand ils eurent perdu le dernier repli de notre dernier retranchement, quand, — *en mars* 1935, — nos troupes, le fusil à la bretelle, eurent évacué cette Sarre qu'il fallut reprendre neuf ans après (et à quel prix !), lorsque nous nous trouvâmes comme en rase campagne, homme contre homme, à 40 millions contre plus de 60 millions, ce fut alors, et alors seulement que les mêmes bêleurs de paix, les désarmeurs du pays légal, se firent hurleurs à la guerre : ils s'étaient désarmés (car notre armement avait évolué comme nos occupations) et, désarmés, ils voulaient se battre, ou plutôt faire battre la France à tout prix. Et cela, retenez la date : *dès septembre* 1935 contre l'Italie (l'Italie qui, en juillet 1934, avait arrêté Hitler sur le Brenner !) ; en 1936 et 37, contre l'Espagne (et ces deux cas nous auraient mis également et instantanément l'armée allemande sur les bras !) ; puis ces désarmeurs désarmés voulurent enfin la guerre en 1938-39 contre l'Allemagne pour la dernière course à l'abîme... Et le souvenir de cette course nous fait frémir encore. Il est moins horripilant encore que ses prodromes, si l'on y réfléchit : ce régime et ce personnel, étiquetés français, qui n'ont fait que du pacifisme quand ils conservaient de la force, et se ruant au bellicisme quand ils n'auront plus que de la faiblesse !

Bêtise ? Inconscience ? Ignorance ? Incapacité ? Ou volonté précise de trahison ? Ce jugement n'a presque pas d'intérêt. Mais ce *fait* constaté devrait suffire à déterminer un accord unanime des patriotes pour imposer une sanction :

ne plus dire *nous* avec ces gens-là ! Ne plus reconnaître de communauté française aux gens qui ont à leur passif un pareil exploit ! On peut avoir frappé Charles Maurras de dégradation nationale : il garde tous les droits moraux de dégrader, dans une assemblée française, les hommes publics à qui peut être reproché le grief que nous venons de dire, tel qu'il l'a répété pendant trois années (1937-1939).

Page 171 : a)

Revenant sur le point que nous avons déjà discuté, M. Jean Albert-Sorel écrit que

« jamais l'Allemagne n'aurait laissé dans son dos une France relativement puissante. »

C'est bien notre avis. Notre temporisation n'en eût pas moins permis de nous préparer à faire la guerre avec la perspective de la victoire. Déclarer la guerre avec la certitude d'être battu est une conception héroïque dont peut-être chacun peut assumer le risque pour soi, non pour autrui et non, à plus forte raison, pour son peuple. Le plus convaincu des bellicistes de 1939 peut-il dire ce que notre déclaration de guerre a changé, de fait, au sort de la Pologne ou aux libres mouvements de l'Allemagne ? « L'Est » n'en a pas moins été abandonné à Hitler, absolument comme si nous n'avions pas bougé. Notre oubli *momentané* du noble peuple polonais, pour lequel nous ne *pouvions rien* alors, nous eût peut-être rendu les moyens de lui être plus tard de la même utilité qu'en 1918 : les simulacres verbaux dont nous l'avons abreuvé en 1939 l'ont conduit à un genre de restauration dont mieux vaut ne rien dire ici; cela nous attirerait hors du fait brut où nous voulons nous confiner. Mais le relisons le discours du Cardinal Primat d'Angleterre, Mgr Griffin, pour la fête nationale des Polonais, où il est dit textuellement : « La Pologne n'est pas encore libre » (mai 1946).

En vérité, différer le combat n'est pas le refuser. Les fantoches de la présidence Fallières et du ministère Rouvier n'ont reçu ni mérité aucun reproche pour s'être dérobés en 1905 à l'épée de Guillaume qui était prêt quand ils ne l'étaient pas. En quoi les Daladier, Mandel, auraient-ils été plus coupables de faire de même en 1939 ? La fermeté de l'attitude de Poincaré en 1914 se justifie et se loue par les progrès qu'avait fait le pays depuis 1910 ou 1911. Le problème de 1939 était de recommencer, d'accélérer, d'organiser ce sursaut sauveur. Ces notions de politique *réelle* doivent entrer dans l'idée du *patriotisme* quand il a conscience et mémoire de son objet. Dire : *Vive la France !* est très bien. Faire ce qu'il faut *pour que la France vive* n'est pas trop mal non plus.

Même page 171 : b)

M. Jean Albert-Sorel s'élève contre quiconque oserait *« déclarer que la France et la Grande-Bretagne ont, dans la guerre qui s'achève, la plus petite parcelle de responsabilité. »*

Cela serait complètement exact, à la condition d'exclure une confusion de mots qui nous éloignerait de la vérité sur les choses.

Oui, toutes les responsabilités causales de la guerre, et jusque dans leurs plus petits détails, incombent à l'Allemagne et à son Hitler. Ils l'ont conçue, voulue, préparée, provoquée, réglée, réalisée dans toute son horreur.

Cependant, comme dit l'autre, il faut distinguer, voire ne pas confondre. Ce qui charge légitimement l'ennemi ne doit pas décharger à tort le Mauvais Ami. De 1919 à 1939, l'Allemagne n'était pas une illustre inconnue. Sa perfidie était notée depuis deux mille ans, et sa violente rapacité : deux fois, dans un âge d'homme, elle nous avait envahis, et comment ! Nos plaies de 1870-1914 étaient toutes fraîches. D'autre part, ce n'était pas l'Allemagne qui était chargée de nous garder de sa propre agression, ni de nous préparer à la repousser. Nos *pays légaux* ont manqué à ce devoir : c'est une transgression *très précise* dont les gouvernants de Londres et de Paris portent tout le poids. Les Anglais ont trop collaboré avec les Allemands de 1919 à 1939. Souvenez-vous-en ! Notrs pays légal est souvent tombé dans la même erreur, aux mêmes époques. Plus tard, les Anglais ont commis la faute inverse de vouloir dégainer trop tôt. Cependant, plus tard encore, après notre submersion de 1940, les Anglais, dans leur île, ont su attendre et se préparer : ils auraient pu agir ainsi plus tôt ! Les Américains se sont réservés également jusqu'au terme de leurs préparatifs : pourquoi nous avoir jetés d'abord presque seuls et la poitrine nue sur une épée tendue ? Il y a des comptes précis à demander là-dessus à d'autres que l'Allemagne.

Les Anglais n'ont pas été fidèles aux engagements pris envers les Français en 1939. Ils ne nous ont envoyé ni le matériel, ni les effectifs promis ; leurs troupes n'ont pas suivi la bonne discipline de coalition ; elles ont désobéi aux ordres de leur général, ni accepté qui était le nôtre. Ces responsabilités mémorables restent ce qu'elles sont.

Elles ne dissimulent ni n'allègent en rien celles de Berlin. Il n'y a ni transfert ni mélange de responsabilités entre deux cas distincts : une hideuse volonté guerrière, mère de tous les crimes, une incapacité politique (nous disons bien), mère de toutes les malfaçons ; s'il n'y avait pas eu d'Allemands dans le monde, ni d'autre périls guerriers, nos pires désarmeurs seraient blancs comme neige au tribunal de la patrie. Mais les menaces existaient ! Ils n'ont pas voulu les voir ! On ne peut pas les en absoudre sous prétexte qu'une très méchante personne, l'Allemagne, en a profité : leur faute criminelle fut justement de n'y avoir pas pris garde, comme ils en avaient le devoir d'Etat. Bref, l'Allemagne mérite d'être anéantie comme Puissance politique, comme Etat, comme Unité nationale, pour ses crimes périodiques contre la paix, la civilisation et l'honneur du monde, mais les politiciens, à l'inconscience de qui elle a dû presque tous ses succès, ont cent fois mérité, pour juste châtiment, leur déchéance civique et politique la plus complète.

Page 172 : a)

La faute du non-armement de 1940 « *incomberait*, dit l'auteur du *Calvaire, pour une bonne part aux hommes de Vichy* ».

Aux proboches de Vichy peut-être ! Mais pas au Maréchal toujours ! pas à Weygand ! Pendant vingt ans, nos chefs victorieux ont été tenus à l'écart du pouvoir, sauf rarissimes intervalles ; encore n'étaient-ils écoutés qu'avec défiance et hostilité ! Sans compter que l'esprit même de la démocratie régnante s'opposait tout entier au type d'armée « *prétorienne* » incluse au programme de Gaulle !

Quant à nous, le non-armement a été signalé comme notre plaie vive dans *tous* les numéros de *L'Action Française* pendant vingt ans.

EPILOGUE

Même page 172 *b*).

« Les Français qui, il y a dix ans, parlaient de la Patrie soulevaient autour d'eux des sourires attristés, indulgents ou ironiques... Chauvins ! Déroulèdes au petit pied »,

disait-on, d'après M. Jean Albert-Sorel.

Tout cela est-il vraiment historique ? Cette langueur de patriotisme est-elle aussi naturelle que l'auteur le croit aux « *sociétés civilisées* » comme il le dit plus loin. Posons la question concrète : *A-t-elle été spontanée en France ?*

Non. Ce grand malheur a été fait de main d'homme. Nous l'avons vu faire. Fin 1919, l'Union sacrée avait engendré un bloc national. Ce bloc ne s'est pas brisé tout seul. Il fut brisé par deux politiciens, Millerand et Marcel Habert, pour en tirer un bloc national exclusivement *républicain*, afin d'en exclure les royalistes qui en avaient fourni la sève et la flamme et pour faire élire la pauvre Chambre bleu horizon.

Après 1920, pour en finir avec cette Chambre considérée comme horrifiquement réactionnaire, une campagne systématique fut organisée contre tout esprit national français. Veut-on un exemple de ses hauts faits ? On alla jusqu'à organiser une « enquête littéraire » sur le point de savoir si le patriotisme pouvait être matière de poésie ! O Homère, ô Virgile, ô Horace, ô Villon, ô Ronsard, ô Malherbe, ô Corneille, ô Mistral ! C'est le temps où le nationalisme était traité de « pangermanisme français ». Où cela ? A *L'Humanité ?* au *Populaire ? à L'Œuvre ?* Non, au *Temps !* et les journaux démocrates chrétiens disaient dans le même esprit que la prochaine hérésie, définie par Rome, serait le nationalisme ! Telle était,

l'invasion, un régime identique ou analogue à celui qui a fonctionné, véritable statut de salut public, au mieux de nos idées et de nos missions, depuis le Richelieu de Corbie (inclus) jusqu'aux Girondins, boute-feu du 20 avril (exclus).

Le patriotisme instinct, foi et amour, exalté par l'idéal et par la mission de la France, mais surtout par les menaces et les périls, suffit bien à mettre sur pied les soldats de l'An II, ou les Résistants de 1944 : il ne construit pas le rempart politique solide qui, de 1636 à 1792, nous garda, nous préserva et rendit superflus ces beaux et grands sursauts sublimes mais coûteux.

L'amour passionné d'une Patrie telle que la nôtre exige absolument que l'on inscrive au premier rang des devoirs de cette passion une *Assurance permanente et organisée contre le risque d'invasion*. Tel est le Nationaliste intégral, en son fond : il y va de la dignité de la personne humaine que l'*homo sapiens*, l'*homo faber* ne se reposent pas sur les puissantes réactions du patriotisme-instinct, si nobles et pures soient-elles. Le concours de la réflexion (esprit) et de la vertu (cœur) y est postulé. Au sort de la patrie sont d'ailleurs individuellement liés les destins de tant d'êtres vivants, de tant d'autres biens qui sont vivants à leur manière, qu'on n'a point le droit de les abandonner à une force aveugle, *vis consilii expers*, violence vide de raison. A la passion de la patrie, comme à toute noble passion humaine, il faut adjoindre des lumières, un ordre, une loi. C'est, semble-t-il, ce que M. Jean Albert-Sorel oublie dans sa conclusion éloquente.

Page 173 : b)

L'auteur du *Calvaire* dit encore, selon le même esprit :

« Dans les sociétés civilisées, le patriotisme devient un sentiment quelque peu confus... le peuple tend à en perdre la notion... la signification échappe à la masse... Cela est pris pour « un luxe bourgeois. »

Que M. Jean Albert-Sorel se détrompe. Nous lui dirons qu'ici le peuple et la masse ont bon dos. Or ce n'est pas le patriotisme, c'est l'a-patriotisme et l'anti-patriotisme qui, en fait, ont été « un luxe » artificiel, non de *bourgeois*, mais de politiciens. Notre prolétariat est le seul de l'Europe, et sans doute du monde, qui ait été systématiquement éloigné de l'idée de patrie et dénationalisé par la prédication d'intellectuels aux mains blanches, professeurs, avocats, médecins, journalistes, qui lui faisaient chanter l'hymne de Pottier et vociférer contre les « gueules de vache », l'armée et le drapeau. Notre génération a assisté à cette besogne maléfique. De bons observateurs de l'âme paysanne, comme Mistral, ont vu venir cette longue houle de révolte parricide, entretenue par un régime et un personnel. L'auteur du *Calvaire* le rattache au progrès naturel de la civilisation dans la société, nous le croyons dépression profonde; sans disputer de ces qualifications d'appréciation, le fait est que le phénomène a été l'œuvre artificielle et artificieuse d'hommes que l'on pourrait nommer.

Jusqu'à la preuve du contraire, il faut laisser subsister la distinction convenable entre les politiciens du régime et les Français normaux. On peut l'illustrer d'un bon exemple : En 1867, Jules Favre fait tout ce qu'il peut, et il y réussit, pour empêcher le réarmement demandé par le maréchal Niel ; trois ans plus tard, il se rue, avec Gambetta, à la guerre à outrance, jure qu'il ne cédera pas un pouce de territoire, pas une pierre de forteresse et, cinq mois après, s'en va implorer la pitié de Bismarck... N'est-ce pas un bon type de politicien populaire ? Veut-on voir le peuple français ? Dans ce peuple, après 1871, l'idée de la Revanche, par le deuil de l'Alsace-Lorraine a tenu toute seule pendant un quart de siècle, soit jusqu'en 1895, et là, elle n'est pas morte de sa belle mort. Elle a subi le poids, l'éclipse de la politique coloniale (le peuple ne savait plus qui était l'ennemi, l'Anglais ou l'Allemand) et, en même temps, la loi militaire de 1889 faisait naître l'antimilitarisme bourgeois, tandis que, peu après, naissait l'antipatriotisme ouvrier, sous l'nfluence des jaurésiens, hervéistes et dreyfusards antimilitaristes. Sans ces trois causes de ruine, fort évitables, le règne de l'idée de revanche se fût tout aussi bien perpétué pour un demi-siècle de plus, en vertu de la force d'inertie naturelle aux foules et des puissances d'habitudes dont on est fier quand elles sont nobles et belles. Charles Maurras citait toujours que, dans son pays si corrompu de Provence, il suffit d'un chant de Mistral pour réveiller l'idée de patrie sans qu'il soit nécessaire de l'assaisonner d'invasion et d'occupation. Ne mésestimons pas notre peuple. Ses citoyens ont été meilleurs pour lui que les bandits qui l'exploitent depuis cent cinquante ans.

Mais M. Jean Albert-Sorel rentre dans la vérité de fait en constatant (page 174) que, sous l'invasion menaçante, sous l'occupation réalisée, « *la masse du peuple* » est redevenue « *nation* » et que « *la Patrie* » n'a pas été « *un vain mot* » Nous admirons avec lui ces beaux retours. Mais ils sont chers ! Et dangereux ! A chacune de ces secousses de salut, la France a laissé quelque chose, beaucoup, toujours trop d'elle-même : sang, force, génie, liberté, sans parler des morts, des blessés et de tant de dégâts ; — et surtout elle a eu trop besoin d'autrui pour ses relèvements. « *La France s'est replongée à la source du patriotisme* » ; il le fallait bien ! Mais ces plongeons sanglants peuvent devenir sanguinaires si l'on en fait une sorte de loi historique : de crise en crise, une noble patrie peut être entraînée fort loin... fort loin d'elle-même... L'auteur du *Calvaire* énumère (page 174 encore) la confusion, l'indétermination, la méfiance, la réprobation dans lesquelles peuvent glisser et stagner ce sentiment viril du patriotisme. Ne conviendrait-il pas de l'arracher à tous ces risques ? Ne faudrait-il pas tempérer son état d'inorganisation par des idées, des institutions, des mœurs sérieuses et fidèles, par tout autre chose que les heureuses révoltes des bons instincts procurés par le renouvellement périodique de séismes et d'invasions, eux-mêmes procurés par les Allemands, les Russes ou les Mandchous !